La « Voie Ferrée »

Paris, 27 mai. — M. Verrier, directeur de la *Voie Ferrée*, est condamné à un an de prison pour l'affaire des chemins de fer du Sud.

Nouvelles Étrangères

Les Elections Italiennes

Rome, 27 mai. — Le résultat complet des élections donne 313 ministériels élus, 95 membres de l'opposition conservatrice, 14 socialistes et 31 radicaux.

Le Banquet d'Anvers

Vendredi *soir* a eu lieu dans la salle des Fêtes du Grand-Hôtel le banquet offert à M. Muzet, Commissaire général à l'Exposition universelle d'Anvers.

M. André Lebon, ministre du commerce et de l'industrie, présidait cette fête très brillante, très réussie, comprenant environ 500 participants, venus de toutes parties du monde, *pour célébrer le succès de la section française et pour donner un témoignage de sympathie et de reconnaissance au Commissaire général, auquel on a dû offrir une magnifique couvre d'art en souvenirs des services rendus.*

A la table d'honneur nous avons remarqué : M. Chautemps, ministre des colonies, MM. Jules Simon, Waldeck-Rousseau, Siegfried, Marty, Viger, anciens mis stres. MM. Godin, Isaac, Brunn, sénateurs, MM. Cavelier, Réache, Meureur, Georges Berger, E. Bérard, Renault, Moriière, Chaulin-Servinière, députés. Le comte de Ramaix, membre de la Chambre des Représentants de Belgique, etc., etc.

Ont pris successivement la parole : MM. Frédéric Bertrand, vice-président de la Commission française et du Jury supérieur ; Jules Godin, sénateur, au nom des membres du Jury français ; Asselin, au nom des Exposants français ; le comte de Ramaix, au nom du Comité exécutif de l'Exposition d'Anvers, qui a présenté les compliments de M. Brlyn, ministre de l'industrie de Belgique ; Valère Mahille, président des commissaires étrangers à Anvers, et Alfred Picard, commissaire général de l'exposition de 1900.

M. André Lebon, ministre du commerce, a clos la série des toasts par une brillante improvisation.

Tous les orateurs ont constaté le triomphe de la section française, et félicité le commissaire général. M. Muzet qui, très ému, a remercié ses collaborateurs et leur a offert du bronze commémoratif ainsi que de la manifestation touchante dont il a été l'objet.

LES DISCOURS DE LILLE

Le discours de M. Bourgeois

(Suite)

Voici la suite du discours superbe prononcé au banquet du Théâtre par M. Bourgeois.

Messieurs, si nous revenons à la situation actuelle, au Parlement, si nous y revenons après cette rapide excursion dans les idées générales qui nous sont communes, que voyons-nous? C'est que tout le programme aujourd'hui est posé devant la Chambre à l'occasion du projet de loi sur les successions du projet sur les boissons, la discussion prochaine du budget, ce sont précisément toutes ces quest ons dont nous venons de faire une rapide esquisse, qui sont présentes devant nous...

Oui, le budget est la clé même de toutes les réformes, oui, si nous voulons faire toutes ces réformes fécondes et *durables*, il faut un examen nouveau du budget. Le budget déposé par le gouvernement a un grand mérite, il est loyal, il ne dissimule pas que l'équilibre de nos recettes et de nos dépenses, qui est notre objectif, n'est pas encore atteint, il nous dit que 50 millions manquent pour équilibrer les recettes et les dépenses, et si nous ajoutons quelques millions qui doivent être prélevés par l'impôt sur les successions sont promis à l'agriculture pour des dégrèvements, formellement promis, et que nous sommes un très grand nombre à la Chambre qui voulons demander l'exécution de cette promesse, c'est 75 millions qui vont nous manquer... Si nous ajoutons encore qu'on nous a promis une loi sur la marine exigera prochainement des dépenses nouvelles en regard desquelles n'existe pas de ressources pouvant les payer, c'est plus de 70 millions qu'il nous faudra trouver pour équilibrer le budget, je ne sais pas le chiffre.

Le gouvernement nous a fait connaître cette situation, il nous a dit : *La Démocratie*, dans une situation pareille, doit s'imposer des charges nouvelles consenties librement : un impôt nouveau... Nous n'en pouvons pas, Nous avons à résoudre à voter les impôts nécessaires. Il ne sera réellement plus possible de faire autrement, mais quand c'est possible, nous préférons ne pas voter, et nous demandons au gouvernement d'étudi er, d'accord avec la commission du budget, s'il ne serait pas possible, dans ce grand budget de plus de 3 milliards, de ne pas avoir à demander pour trouver les 75, 80 ou 90 millions nécessaires actuellement.

Mes amis, la politique des économies ne doit pas être introduite par les petits côtés dans le budget, elle doit être étudiée gravement!... Ce n'est pas une politique d'expédients, mais une politique d'ordre et d'économie qui est maintenant indispensable.

Une démocratie est un gouvernement non pas à bon marché, mais un gouvernement dont les dépenses nécessaires, nécessaires s'accroissent incessamment, et il est par conséquent incessamment nécessaire de faire, d'autant plus, sur tous les revenus, sur tous les détails dont le caractère social n'est pas absolument évident, les renforts d'économies les plus utiles, les plus sérieuses, que l'augmentation des charges ne vienne s'ajouter les charges des contribuables. (Applaudissements).

M. Barthou, dans le bureau dont je faisais partie de la Commission du budget, a fait un travail considérable, il avait fait une économie de 10 millions dans le budget de son ministère, et le pays n'en a ni souffert en rien. Et je suis absolument convaincu qu'au moment où je parle, on imprime à Paris (Rires) et il est que nous ne pouvons qui ne sont pas réalisables de suite, on la dira demain. Nous conspirant ensemble, et comme on prête à des hommes politiques des motifs qui ne sont pas toujours très avouables, et comme il est bien entendu que deux amis qui sont ensemble ne peuvent pas conspirer, ils et surtout sur les bonnes actions à accomplir et l'intention à donner aux œuvres républicaines, qu'il est impossible que deux amis personnels s'entendent et se mettent la main dans la main pour regrider rue de Rivoli ou place Beauvau, selon que le président du Conseil est au ministère des finances ou au ministère de l'intérieur (rires) sans qu'on dit de suite : « Il y a conspiration ».

Et naturellement, lorsque de deux amis politiques conspirent, on n'est pas encore à la Chambre au point qu'on dit, mais c'est contre le ministère... Eh bien non, nous ne conspirons pas contre le ministère. Il faut savoir reconnaître, il faut le dire hautement, que le Cabinet actuellement aux affaires a pris le pouvoir dans une heure singulièrement difficile, où le pays, en proie à une agitation subitement aggravée par une crise présidentielle, alors que le budget, dans le courant de janvier, n'était pas encore voté, alors que le vote du budget, et pendant que nous étions en vacances, en contact avec nos électeurs, il était savoir rendre un cabinet présidentiel, il a fait son devoir, et cette justice qu'il a au répondre aux sentiments de tous les républicains, et aux espérances de ceux qui ont l'ordre dans la vie et le respect de la liberté du travail! (Vifs applaudissements.)

Et même dans le cas où le Président du Conseil convint tous les républicains à donner tout leur concours, à prêter tous leurs efforts à deux réformes, l'une dans le domaine de l'impôt, l'autre, faisant l'initiateur, la réforme des boissons, avec la suppression de tous les privilèges (Applaudissements).

L'autre, la réforme des droits de succession qu'il emprunte au cabinet précédent. Il a demandé à la Chambre de ne pas *inscrire toutes les deux à son ordre du jour*, et il nous a demandé à tous d'en faire le sacrifice. Il a demandé à Cabinet qui a la seule politique possible, d'une part, il a assuré l'ordre, et d'un autre côté il nous a dit, nous l'avons tous compris, que la politique de réalisation au désordre était nécessaire, qu'elle ne peut être utile et *féconde qu'à la condition de se décomposer de ses parties*, et que la politique, résolue vers le progrès et les réformes réalisables (Applaudissements).

Revenons à cette politique, Messieurs : y revenir c'est revenir en même temps à la majorité sur laquelle elle a été constituée. Et si je dis que nous *devons exécrer fermement et résolument comme* nous inspirant pas confiance au point de vue de l'avenir de la République, ceux qui prétendent que ne pas admettre dans nos rangs ceux qui ne veulent y venir que dans l'intention de les y amener, considérant l'idéal de ceux qui ce qui est la principe républicain, si d'un côté nous refusons ces ralliés, d'un autre côté nous ne pouvons de *tes-ra* la ligne aux collectivistes révolutionnaires (Applaudissements).

Messieurs, voilà comment, je le crois, les républicains de bonne volonté qui ne cherchent point à faire des manifestations inutiles, mais qui, cordialement, mettent en commun leurs idées, qui désirent et cherchent à faire pour le mieux, doivent agir dans ce sens : voilà ce que nous nous proposons comme programme d'action pendant les années qui vont s'écouler.

Pour la faire, pour, vous a dit M. Barthou, que le gouvernement gouverne et que la majorité soit fidèle; en effet, il faut un groupe d'hommes chargés de mener, de diriger cette majorité vers le point cons ant, avec une égale bonne foi et une égale résolution des deux côtés. Pour nous, je puis le dire, appartenant à des nuances diverses sans toutes vivisin-, pour nous qui sommes les fils du parti républicain; nous sommes résolus à observer ce contrat passé avec le gouvernement, tant qu'il y sera fidèle, nous le serons nous-mêmes.

C'est ce que veut le pays et le jour où une question se posera qui nous embarrassera, si la majorité hésitait, si elle prenait des mesures qu'il nous demander comment concevrons-nous la République de demain? Avons-nous sur la question dont elle nous a parlé, nous sommes unis, des idées si différentes? Pour moi, je ne le crois pas, je le vois comme une association libre, un idéal pour tous, également armés de tous leurs droits, résolus à accomplir tous leurs devoirs, supportant toutes les charges sociales qui leur sont réparties parce qu'elles sont nécessaires et qu'elles les ont consenties, et comprenant que chacun a vis-à-vis de tous une dette sacrée, car aucun d'entre eux ne pourrait penser, travailler, agir, acquérir une fortune, sans emprunter à son assurance, l'ordre social, en retour, une partie de ce qu'il donne à chacun et à tous.

Et bien, dans cette association que nous devons faire, en donnant à ceux qui pré arent cet outillage le juste salaire auquel ils ont droit, il faut pour cela que nous fassions, en plus de ceux que nous opérons chaque jour, les sacrifices nécessaires, pour que chacun en *profite également*, (rires) *en la santé ses sacrifices*, et en les laissant vol-ontiers, que nous accomplissons notre devoir; est-ce donc si difficile ? Il est bien français de faire son devoir. Et puis, ne se réjouit-on pas de voir que l'on a été capable de le faisant? Eh bien, voilà ce qu'il faut nous dire, voilà quelle doit être notre discipline, l'exemple vaut mieux que les préceptes, prêchons l'exemple, et Messieurs, que les adversaires de la République veulent nous tenir la main et se rallier à nous, ah! nous ne pourrons que les accepter, parce que la République définitive sera bien fondée, et qu'elle sera au dessus de toutes les attaques, au dessus de toutes les entreprises. (Applaudissements vifs et prolongés.)

Discours de M. Barthou

Voici le discours prononcé hier au banquet par M. Barthou, discours dont nous n'avons donné qu'un résumé, faute de place.

Au moment où M. Barthou se lève, des applaudissements éclatent de toutes parts:

Messieurs,

Quelle que soit votre courtoisie à la discuter, je n'oserai pas et vous impatienter, je ne veux pas retarder le moment que vous attendez tous d'entendre mon éminent ami M. Léon Bourgeois. Pourtant, Messieurs, il est impossible de ne pas répondre aux paroles qui viennent *être prononcées*, et pour un ancien président du Conseil, vous comprendrez que vous avez entendu de s'être trouvés d'accord pour donner son véritable caractère à la politique de M. Léon Bourgeois et à mienne, à la réunion d'aujourd'hui et au banquet ce soir (Applaudissements).

M. Maurice Barrès a défini *d'une manière* particulièrement heureuse en disant que nous étions venus lui et moi, à Lille, pour nous mettre dans la main, donner bonne concorde à un cœur d'union et d'union républicaine ! (Applaudissements.)

Et cela, Messieurs, clairement expliqué, notamment et *loyalement dit, ma dispense de répondre* à certaines attaques, à certaines insinuations... Vous savez tous, Messieurs, qu'il n'est pas possible à un homme politique, lorsqu'il a joué un rôle dans un parti, de s'en dégager, dans un parti, il n'est pas possible de se faire on de parler, de bouger ou de rester immobile, sans que son silence ou son mouvement, son mouvement, son mouvement,